

**COMPTE RENDU DE LA TABLE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES
ET DU TERRITOIRE (TABLE COMMUNE)**

Les 29 février et 1^{er} mars
Pub Chez Bass, Sainte-Anne-des-Monts

Points à l'ordre du jour

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre;
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;
3. Suivi et adoption du compte rendu 25 janvier 2011;
4. Identification et proposition des VOIC;
5. Sondage et appréciation de la rencontre
6. Prochaine rencontre
7. Fin de la rencontre.

Sont présents

BABIN, LOUIS	MRC Rocher-Percé
BABIN, René	Coopérative d'aménagement forestier de la BDC
BELAIR, Gaétan	MRC Bonaventure
BELZILE, Robert	GDS
BERNIER, Mario	Uniboard Canada inc. – Division Sayabec
BLOUIN, Réjean	ZEC Québec
BRIAND, Yves	Réserve faunique de Port-Daniel
CHICOINE, Gino	Coop Grande - Vallée
CHOUINARD, Michel	Conseil de l'eau Sud
COURT, Katherine	Temrex
CORMIER, Ronald	Asso.des pêcheurs sportifs de la rivière Bonaventure
DUBE, Bernard	Association provinciale des trappeurs indépendants
DROUIN, Bermans	Réserve faunique des Chic-Choc (SÉPAQ)

DUCHESNE, Caroline	Conseil régional de l'environnement GÎM
DUSSAULT, Amélie	Fédération Québécoise pour le Saumon Atlantique
FOURNIER, Suzanne	Conseil de l'eau Nord
GAGNÉ, Joëlle	ZEC Petite Rivière Cascapédia
GARNEROT, Florent	FGRSQ
HARDY, Jean-Marc	SIA
ISABEL, Claude	Parc national de la Gaspésie (SEPAQ)
LAMARRE, Jean-François	SÉPAQ (accompagnateur)
MARIN, Michel	Groupe forestier Shick-Shock
SAVARD, Pascal	MRC Côte-de-Gaspé
SIGOUIN, Daniel	Parc national Forillon
SOUCY, Gaétan	Fédération Québécoise pour le Saumon Atlantique
PERROTTE-CARON, Olivier	Consortium en foresterie
POITRAS, Alain	Fédération des chasseurs et pêcheur de la GÎM
POULIN, Pierre	Club des ornithologues de la Gaspésie
RÉHEL, Sylvain	Entreprise agricole et forestière de Percé Inc.
ROY, Jean	ZEC Rivière St-Jean
VARADY-SZABO, Hironnelle	Consortium en foresterie
CHOUINARD, Daniel	MRNF
DESMEULES, Pierre	MRNF
DELORME, Marc-André	MRNF
GAGNON, Luc	MRNF
LAUZON, Marc	MRNF
MALENFANT, Annie	MRNF

*COMPTE RENDU DE LA TABLE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ET
DU TERRITOIRE (TABLE COMMUNE) TENUE AU GÎTE DU MONT-ALBERT, 11 OCTOBRE 2011*

BRIAND, Yves	CREGIM
LEBLANC, Mathieu	CRÉGÎM
LEPAGE, Annie	CRÉGÎM
FORTIN, Sylvain	CRNT

Points	Sujets et éléments de suivi	
1.	Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre	Annie Lepage et Mathieu LeBlanc souhaitent la bienvenue à tous.
2.	Lecture et adoption de l'ordre du jour	Annie Lepage fait la lecture de l'ordre du jour. Elle mentionne que la but premier de la rencontre est de traiter les fiches VOIC et que l'horaire peut être malléable selon l'avancement des travaux.
3.	Suivi et adoption du compte-rendu du 11 octobre 2011	<p>Annie Lepage propose de ne pas faire la lecture complète du dernier compte-rendu et de se concentrer sur les éléments de suivi. C'est accepté.</p> <p>Pour le point 4 du compte-rendu, Annie Lepage propose de faire un retour sur l'atelier de l'appréciation des Tables GIRT en présentant un tableau récapitulatif. Elle fait le point sur les règles de fonctionnement qui seront adoptées à la prochaine rencontre ainsi que sur la présence de Monsieur Sylvain Fortin qui agira à titre de président de l'assemblée.</p> <p>Pour le point sur le transfert de connaissance, elle propose aux intervenants de remplir une fiche d'identification des besoins en la matière.</p> <p>Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.</p>
4.	Identification et proposition des VOIC	Annie Malenfant effectue un retour sur l'aménagement écosystémique. Elle rappelle les principes de forêt naturelle et de filtre brut. Elle explique ensuite les régimes de perturbations naturelles associés à la Gaspésie. Elle mentionne que le Consortium en foresterie a effectué un portrait de la forêt préindustrielle, qui servira de portrait de référence pour comparaison avec la forêt actuelle. Les écarts ainsi trouvés deviendront les enjeux qui seront à traiter durant la rencontre. Elle explique ensuite le principe de pourcentage de degré d'altération qui sera utilisé pour traiter les fiches d'aménagement écosystémique.

	<p><u>Raréfaction des vieilles forêts et surabondances des peuplements en régénération</u></p> <p>À l'aide de cartes, Annie Malenfant explique les écarts entre les peuplements en régénération et les vieilles forêts actuelles et ceux de la forêt pré-industrielle. Elle illustre les différents degrés d'altération que l'on peut observer sur le territoire par UTA (Unité territoriale d'aménagement).</p> <p>Luc Gagnon explique que la cible proposée par le MRNF vise à atteindre 80% des UTR ayant un degré d'altération faible ou modéré. Tandis que l'ancien régime tentait de « normaliser » la forêt afin d'obtenir un approvisionnement continu, cette cible tente plutôt d'obtenir une diminution des écarts entre la forêt pré-industrielle et la forêt actuelle.</p> <p>Après discussion, la cible et l'indicateur sont acceptés à l'unanimité.</p> <p><u>Indicateur</u> <i>Pourcentage du territoire où la structure d'âge des forêts présente un degré d'altération faible ou modéré par rapport aux états de référence de la forêt naturelle (calculé sur la base des UTA)</i></p> <p><u>Cible</u> <i>Au moins 80% de la superficie</i></p> <hr/> <p><u>La composition végétale des forêts</u></p> <p>Annie Malenfant explique les impacts de la composition des essences sur les processus écologiques et les espèces. Elle ajoute que c'est l'échelle des régions écologique qui a été retenue pour l'étude des écarts de composition végétale. Elle explique ensuite que la forêt naturelle préindustrielle a été basée sur les carnets des arpenteurs de l'époque et que la forêt actuelle est basée sur la cartographie du 4^{ème} décennal.</p> <p>Pour ce qui est du pourtour de la Gaspésie, elle mentionne que de façon générale, le couvert feuillu a augmenté tandis que le couvert mélangé a diminué. Pour sa part, le couvert résineux serait demeuré le même. Elle ajoute ensuite que le portrait n'est pas le même pour le centre de la péninsule où on assiste à un enfeuilement des couverts résineux. Pour ce qui est de la fréquence des espèces, les érables et les peupliers ont augmenté dans la région de la Baie des Chaleurs tandis que les pins, les épinettes, le thuya et les bouleaux auraient diminués. Dans le cas du centre de la région, le peuplier et l'érable</p>
--	---

		<p>ont augmenté légèrement tandis que le sapin et le bouleau blanc auraient diminué. Elle ajoute que certaines espèces ont aussi été introduites, telle l'épinette de Norvège qui pourrait devenir une espèce envahissante. Elle ajoute que le Consortium a effectué une analyse des risques et fourni des recommandations sur cette espèce afin de minimiser les risques d'envahissement.</p> <p>Marc-André Delorme explique que les objectifs de la fiche sont de réduire les écarts de composition végétale entre la forêt naturelle et la forêt actuelle et favoriser le caractère mixte et la composition en feuillus nobles dans les sites ayant un bon potentiel. Il ajoute qu'aucune cible en pourcentage n'a été définie par espèce puisqu'il est difficile de prévoir si les stratégies appliquées seront efficaces et si les budgets nécessaires pour les appliquer seront disponibles.</p> <p>Amélie Dussault se questionne sur les impacts qu'engendrerait l'atteinte de ces cibles et sur les moyens qui seront utilisés pour atteindre ces cibles. Daniel Chouinard mentionne qu'il faut partir des cibles pour ensuite trouver des moyens et élaborer une stratégie. Annie Malenfant ajoute que l'ensemble des préoccupations de la Table ont été considérées dans l'élaboration de toutes les fiches. Marc-André Delorme ajoute que pour la suite des choses, la Table sera informée des stratégies adoptées pour l'atteinte des cibles. Daniel Sigouin mentionne que selon lui, la fiche correspond aux orientations que la Table s'était donné, en autant que les cibles soient clarifiées.</p> <p>Une discussion est portée sur la légitimité de viser à diminuer le Thuya occidental.</p> <p>Pour des raisons socioéconomiques, la proposition est acceptée à l'unanimité avec la modification suivante pour la cible no 2:</p> <p>La cible « Diminuer ou contrôler la fréquence du Peuplier faux tremble (PET) et du Thuya occidental (THO) » devient « Diminuer ou contrôler la fréquence du peuplier faux-tremble (PET) et contrôler la fréquence du thuya occidental THO ».</p> <hr/> <p><u>Organisation spatiale des forêts – Connectivité entre les grands pôles de conservation</u></p> <p>Annie Malenfant explique la notion de la connectivité en expliquant que cette dernière réfère à la continuité spatiale d'un habitat donné à travers le paysage. Olivier Perrotte-Gagnon vient ensuite expliquer que la connectivité s'intéresse aux peuplements matures et surannés soit les peuplements de 12 mètres et plus. L'objectif est donc de s'assurer que la Gaspésie possède une bonne connectivité dans les forêts de 12 mètres et plus. Il mentionne ensuite que le pourtour de la</p>
--	--	--

		<p>Baie-des-Chaleurs possède une bonne connectivité, mais que le Nord de la Péninsule est partiellement fragmenté. Il explique aussi qu'il existe un effet d'élévation qui peut venir limiter l'abondance des peuplements de 12 mètres, ce qui explique que c'est au centre de la péninsule que la connectivité est à son plus bas niveau. Il illustre ensuite le degré d'altération de la connectivité entre la forêt préindustrielle et la forêt actuelle.</p> <p>Robert Belzile se questionne sur la pertinence d'utiliser les peuplements de 12 mètres et plus puisqu'il existe des peuplements de classe 4 (7 à 12 mètres) qui ont 70 ans. Annie Malenfant explique que le critère est imparfait mais qu'un critère lié à l'âge n'aurait pas apporté consensus non plus. De plus, dans certains documents sur la martre, c'est le critère de la hauteur qui est maintenu.</p> <p>Annie Malenfant explique ensuite que la connectivité peut s'améliorer par le maintien des réserves, par les corridors et en distribuant différemment les assiettes de coupes.</p> <p>Elle explique ensuite que la cible est de connecter (connectivité niveau 1 et 2) les grands pôles de conservation (parc de la Gaspésie, parc Forillon, Réserve de Grande-Rivière, Karst de St-Élzéar)</p> <p>Après discussion il est accepté de maintenir une connectivité de 2^{ème} niveau pour les 4 pôles de conservation</p> <p><u>Structure interne des peuplements</u></p> <p>Annie Malenfant explique que la structure interne des peuplements se définit par la hauteur, les étagements et le diamètre des tiges. Elle explique que dans une forêt aménagée on assiste souvent à une simplification de la structure interne des peuplements.</p> <p>Elle explique qu'en comparaison avec la forêt pré-industrielle, la moyenne des diamètres des tiges a diminué. Elle ajoute que de façon générale, nous retrouvons moins de peuplements qui ont une structure verticale complexe, et ce plus spécifiquement dans le centre de la Gaspésie.</p> <p>Daniel Chouinard explique les cibles et les indicateurs que la structure interne des peuplements est un objectif nouveau dans le cas des forêts résineuses. Il précise que pour le cas l'éclaircie pré-commercial, il en avait été discuté via l'entente de mitigation faunique en région.</p> <p>Après discussion, la fiche est adoptée dans son intégralité.</p>
--	--	--

		<p><u><i>Bois mort</i></u></p> <p>Annie Malenfant explique d'abord les avantages du maintien de proportion de bois mort dans les peuplements forestiers. Elle explique qu'une proportion du bois en épidémie et des suites du feu ne sont jamais récoltées en totalité. Pour ce qui est des coupes totales, elle explique que la quantité de chicot et de débris ligneux est moindre que par rapport à la forêt annuelle.</p> <p>Daniel Chouinard explique que la proportion des forêts matures est un facteur favorisant le maintien des bois mort. Pour ce qui est des coupes, la proportion actuelle des legs est de 5%. Il est proposé d'augmenter cette proportion à 20%.</p> <p>Michel Marin se questionne sur la nécessité de la grosseur des débris ligneux. Hironnelle explique que certaines espèces comme des oiseaux nicheurs ont besoin de grandes cavités pour nicher.</p> <p>Daniel Chouinard ajoute que l'important est de maintenir les attributs des forêts anciennes par principe de précaution. Michel Marin se questionne sur le chiffre de la cible. Annie Malenfant explique que c'est la cible qu'utilise le forestier en chef présentement. Il ne s'agit pas d'une cible idéale mais c'est une cible qui fait un compromis entre une cible optimale et le maintien d'une possibilité. Elle ajoute que la norme FSC par rapport au bois mort exige d'appliquer ce principe sur 100% du territoire.</p> <p>Robert Belzile se questionne si il n'y aura pas moyen de laisser des morceau d'arbre debout car il mentionne que les arbres finissent souvent sur le parterre. Il ajoute que ce n'est pas évident comme modalité à remplir en tant qu'industriel.</p> <p>Gaétan Soucy propose de viser une augmentation graduelle de la cible de 20.</p> <p>Après discussion la cible de 20% est acceptée en spécifiant que les territoires FSC soient maintenus à 100%</p> <p><u><i>Altération des fonctions écologiques remplies par les milieux humides et riverains</i></u></p> <p>Annie Malenfant explique que les milieux humides comprennent également les « forêts humides ». Elle spécifie que ces derniers ont diverses fonctions écologiques importantes. Elle explique que le RNI proposait déjà des balises de protection des milieux humides mais que le RADF vient apporter des suppléments. Toutefois la RADF ne traite pas spécifiquement des « forêts humides ». Elle explique ensuite que 12% de nos milieux humides sont déjà inclus dans les aires protégées et qu'environ 13% des milieux humides bénéficient d'une protection intégrale. Elle ajoute ensuite que 55% des milieux humides ne feront pas office de récolte. Elle amène ensuite le</p>
--	--	---

		<p>concept de milieu humide d'intérêt. Elle explique la démarche qui a été effectuée pour afin de définir les milieux humides d'intérêt.</p> <p>Suzanne Fournier se questionne sur le chiffre de la cible de 12%. Elle propose de protéger tous les milieux humides répondant aux critères. Annie Malenfant explique que le 12% provient du concept du 12% des aires protégées.</p> <p>Après discussion, la cible de 12% est acceptée.</p> <p><u>Développement et entretien intégré de la voirie forestière</u></p> <p>Luc Gagnon explique qu'un comité technique sur le réseau de chemin multiusage a été mis en place par la CRÉ. Il ajoute que la réglementation vient répondre à l'objectif initial puisqu'elle prévoit que quiconque brise ou altère le réseau routier doit payer une amende pour réparation.</p> <p>Gino se questionne à savoir si un organisme doit payer pour un ponceau brisé sur un chemin qui n'est plus utilisé par une compagnie forestière depuis une quinzaine d'année. Luc Gagnon répond que c'est le MRNF qui deviendrait responsable de ce ponceau.</p> <p>Jean Roy se questionne et juge que sa préoccupation n'est pas traitée. Il se demande ce qu'il doit faire si un gros camion utilise ses chemins et qu'il doit refaire toute une signalisation. Luc Gagnon explique que cette préoccupation soit apportée au comité de chemin multi-usage.</p> <p>Après discussion, la fiche est acceptée telle quelle.</p> <p><u>Protection des sites fauniques d'intérêt</u></p> <p>Pierre Desmeules explique que la grande majorité des sites d'intérêt qui ont été identifiés sont des lacs. Pour les autres sites, il s'agit de pochette de ravage, des sites de protection pour la musaraigne de Gaspé et pour le campagnol des rochers ainsi qu'un hibernacle pour les chauves-souris.</p> <p>Après discussion, la fiche est acceptée à l'unanimité.</p> <p><u>Mise en valeur de l'habitat du cerf de Virginie</u></p> <p>Marc-André Delorme effectue des précisions sur les modalités appliquées dans les plans de ravage. Ronald Cormier se questionne depuis quand les ravages ont été identifiés. Marc-André Delorme répond que les plans des plus gros ravages viennent d'être refait, pour les autres, les plans ont été effectués en 2004. Daniel</p>
--	--	---

		<p>Chouinard ajoute que les ravages sont des choses qui sont relativement stables. Les populations peuvent varier, mais les ravages beaucoup moins.</p> <p>Après discussion, la fiche est acceptée à l'unanimité.</p> <p><u>Accès aux bois certifiés</u></p> <p>Marc-André Delorme explique que le MRNF s'engagera à maintenir les territoires certifiés ayant obtenus les certificats avant avril 2013. Michel Marin se questionne sur les territoires qui ne sont pas certifiés. Marc-André Delorme mentionne que la fiche qui est présentée n'engage pas à certifier de nouveaux territoires, mais qu'un comité sur la certification est présentement actif.</p> <p>Après discussion, la fiche est acceptée à l'unanimité.</p> <p><u>Régénération naturelle des peuplements</u></p> <p>Luc Gagnon explique qu'il faut trouver la meilleure façon de régénérer les peuplements tout en considérant les enjeux économiques et fauniques. Il explique que certaines espèces doivent être contrôlées tandis que d'autres sont à promouvoir. Ceci implique la préparation terrain et le contrôle de la compétition.</p> <p>Après discussion, la fiche est acceptée à l'unanimité.</p> <p><u>Qualité du milieu aquatique</u></p> <p>Pierre Desmeules explique que les deux principaux points à traiter sont les modifications du régime hydrique et la mise en circulation des sédiments dans les cours d'eau, liée principalement à la voirie forestière. Il ajoute que les cibles proposées dans la fiche visent à contrôler les impacts des activités forestières sur le régime hydrique, à minimiser l'érosion ainsi que la formation de sédiment en provenance du réseau routier. Il apporte ensuite les notions d'équilibre du régime hydrique. Il explique d'abord que le lit d'un cours d'eau est façonné par les débits de pointe de « pleins bords ». Il ajoute qu'une hausse de 50% du débit de pointe de plein bord pourrait affecter le lit du cours d'eau. De façon naturelle, un cours d'eau peut observer une hausse de 50% de son débit de plein bord tous les cinq ans. Il explique ensuite que la probabilité d'observer une hausse de débit de pointe augmente avec le déboisement de nature humaine ou naturelle (ex : feu, chablis, etc).</p> <p>Il introduit ensuite la notion d'aire équivalente de coupe (AEC) et explique ensuite que l'impact d'une AEC de 50% et moins est généralement considérée dans la littérature comme étant négligeable dans le cas où les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récolte sur plus d'une exposition
--	--	--

	<p>- Récolte distribuée à différentes distances du réseau hydrographique</p> <p>- La proportion de superficie en sols perturbés (ornières) se situe entre 2 et 7%</p> <p>Il explique qu'advenant le cas du non respect de ces dites conditions, l'AEC devrait diminuer de 6% par conditions non respectées afin de demeurer acceptable. Il ajoute que contrairement aux normes provinciales qui sont de 50% d'AEC par bassin versant de rivière à saumon et à ouananiche seulement et pour les bassin versant de plus de 100km², on applique en Gaspésie le 50% maximum d'AEC pour tous les sous-bassins versants du réseau hydrographique qui ont en moyenne 35km².</p> <p>Il ajoute que</p> <ul style="list-style-type: none"> - 31% des bassins versants de la Gaspésie obtiennent un taux de 0 à 10% en AEC; - 47% des bassins versants de la Gaspésie obtiennent un taux de 10 à 20% en AEC; - 15% des bassins versants de la Gaspésie obtiennent un taux de 20 à 30% en AEC; - 7% des bassins versants de la Gaspésie obtiennent un taux de 30 à 50% en AEC. <p>Questions et discussion :</p> <p>Ronald Cormier se questionne sur le suivi qui est fait pour l'orniérage. Luc Gagnon explique que la nature des sols gaspésiens n'est pas très propice à l'orniérage ce qui implique que la Gaspésie est l'une des régions qui possède le moins de problématique en matière d'orniérage. Il ajoute qu'un inventaire permet de s'assurer que le pourcentage d'orniérage sur le terrain concorde avec le pourcentage prévu avec la cartographie.</p> <p>Amélie Dussault se questionne si un principe de précaution ne devrait pas être appliqué dans les sous-bassins versants sensibles au feu ou au chablis. Pierre Desmeules répond que les aménagistes du MRNF sont sensibles à cette question et évitent d'atteindre le maximum en AEC permis dans ces types de sous-bassins. Il ajoute que la Gaspésie est une des régions les plus sévère en tant que respect des AEC. Il ajoute que pour l'UAF sud, seulement 7% des sous-bassins versants atteignent le 35 à 50%.</p> <p>Suzanne Fournier se questionne si il ne serait pas préférable de caractériser les sous-bassins pour appliquer une cible au cas par cas. Pierre Desmeules croit qu'il serait effectivement intéressant que</p>
--	---

		<p>le milieu se penche sur la question et qu'il fasse des études afin de vérifier la sensibilité des bassins versants gaspésiens. Toutefois, l'étude de Plamondon proposait d'appliquer le principe du 50% maximum d'AEC que sur les zones sensibles (ex : les frayères importantes). Il rappelle que le principe est appliqué mur à mur en Gaspésie, ce qui est encore mieux que la recommandation de l'étude de monsieur Plamondon.</p> <p>Suzanne Fournier ajoute qu'il aurait été intéressant de pouvoir visualiser les cartes des AEC pour le côté Nord de la péninsule.</p> <p>Jean-François Lamarre mentionne que certaines études de monsieur Sylvain Jutras mentionnent que ce que proposent les études de Plamondon ne sont pas toujours efficaces pour des espèces comme l'omble de fontaine qui utilisent des bassins versants plus petits. Il explique que selon les nouveaux résultats de recherche, l'omble de fontaine nécessite de travailler sur une échelle beaucoup plus petite.</p> <p>Michel Chouinard croit que les actions du MRNF devraient tenter de déterminer le niveau de sensibilité pour chaque bassin versant. Il ajoute que les changements climatiques apportent des conditions hydrologiques exceptionnelles. Il croit que ces données devraient être prises en considération dans la planification. Pierre Desmeules propose que le besoin de connaissance concernant les bassins versants soit transmis à la CRÉ.</p> <p>Joëlle Gagné se questionne sur l'efficacité des bandes de 60 mètres puisqu'il arrive que les méandres d'une rivière puissent évoluer et ainsi déborder de la bande riveraine. Elle explique que du coup, des débris de coupe sont entraînés et le lit de la rivière peut en être endommagé. Pierre Desmeules croit qu'il est difficile de prédire de tels débordements lors de la planification.</p> <p>Ronald Cormier croit qu'étant donné que 94% du territoire est déjà de 35 %, la cible pourrait être de 30%, avec entente entre le gestionnaire et l'industriel pour atteindre le 50% advenant le cas où les conditions nommées précédemment sont respectées. Katherine Court croit que les négociations ne pourront pas se passer entre les industriels et les gestionnaires, mais avec le MRNF.</p> <p>Robert Belzile propose de laisser la cible à 50% mais avec négociation avec la Table lorsque la cible dépasse le 35%.</p> <p>Après discussion, il est entendu d'accepter la proposition de Monsieur Belzile.</p> <p>Pour ce qui est de l'indicateur no2, Ronald Cormier propose d'ajouter le terme « entretien » à l'énoncé. Luc Gagnon explique qu'il est difficile d'effectuer un suivi sur ce qui est fait par une multitude</p>
--	--	--

		<p>d'organisme et d'entreprises. Pierre Desmeules propose que les organismes signe une charte pour respecter le guide des saines pratiques. Daniel Sigouin se questionne si cette problématique ne devrait pas être apportée au comité voirie.</p> <p>Joëlle Gagné propose aussi de tenir un registre à jour de l'état des ponceaux. Il est aussi proposé d'en faire part au comité voirie.</p> <p>Après discussion les indicateurs 2, 3 et 4 de la fiche sont acceptées à l'unanimité. Il est convenu que le MRN avise la TGIRT de toutes aires équivalentes de coupe pouvant dépasser 35% de la superficie d'un bassin versant.</p> <p><u>Effort d'aménagement</u></p> <p>Daniel Chouinard explique que l'enjeu vise essentiellement à maintenir et à augmenter la production ligneuse sur le territoire. Il explique que les efforts sylvicoles seront répartis selon un gradient d'intensité de sylviculture selon le type de territoire.</p> <p>Daniel Sigouin se questionne sur la cible de 15%. Daniel Chouinard répond que c'est une cible qui a déjà été déterminée régionalement par le PRDIRT. Les zones AIPL ont aussi été proposées à la Table préalablement et des commentaires avaient été reçus de la part des parcs et de la réserve Chic-Choc.</p> <p>Michel Marin propose d'ajouter un indicateur sur l'atteinte d'une possibilité forestière équivalente aux années précédentes. Pierre Desmeules mentionne que la perte de possibilité ne peut se traiter seulement au PAFI-T, mais qu'il s'agit d'une position qui doit se prendre régionalement.</p> <p>Après discussion, il est accepté de garder une cible de 15% sans autres modifications.</p> <p><u>Protection de la biodiversité dans un contexte d'intensification de la production ligneuse</u></p> <p>Alain Poitras se questionne sur le positionnement des AIPL versus les habitats fauniques. Luc Gagnon explique que le but premier des AIPL est la production du bois. Toutefois, il ajoute que dans la majorité des cas, les changements seront minimes en termes de modifications d'espèces ligneuses. Seulement 5% des AIPL pourront être en essence exotiques. De plus ailleurs sur le territoire, certaines espèces hybrides</p>
--	--	---

		<p>ne seront plus plantées. Pierre Desmeules ajoute que les budgets ne sont présentement pas en place pour mettre 15% d'AIPL prochainement. Il mentionne que ce sera fait graduellement, donc que ça donnera le temps de voir les impacts.</p> <p>Daniel Sigouin se questionne si l'industrie est réellement intéressée à produire des essences exotiques. Katherine Court mentionne qu'il existe en effet une problématique à la vente de l'épinette de Norvège au États-Unis. Pierre Desmeules répond que le 5% vise aussi à se laisser une marge de manœuvre pour les marchés futurs. Daniel Sigouin et Suzanne Fournier s'inquiète sur les espèces qui prennent du terrain.</p> <p>Après discussion, la fiche est acceptée à l'unanimité.</p> <p><u>Approvisionnement en matière ligneuse</u></p> <p>Luc Gagnon explique qu'un comité de documentation sur l'approvisionnement avait été mis en place afin de déterminer les indicateurs et les cibles de la fiche présentée. Il explique ensuite qu'il existe une multitude de facteurs qui ont un impact sur le cout de la fibre.</p> <p>Après discussion, les 4 cibles de la fiche sont approuvées par la Table.</p> <p><u>Harmonisation des usages</u></p> <p>Daniel Chouinard explique que l'harmonisation des usages comprend l'harmonisation des calendriers des travaux forestiers avec les activités de chasse, la tenue en compte des limites des territoires fauniques structurés lors de la planification des travaux de récolte et des chemins ainsi que la protection des vasières aménagées dans les territoires fauniques structurés.</p> <p>Il explique que dès qu'une mesure d'harmonisation est convenue à la TGIRT, elle fait automatiquement partie de la cible proposée.</p> <p>La cible est acceptée à l'unanimité.</p> <p><u>Maintien des fonctions écologiques des sols forestiers</u></p> <p>Luc Gagnon explique les notions de compaction, orniérage, érosion et perte de superficie productive.</p> <p>Michel Chouinard se questionne pourquoi il n'y a pas sur la fiche de mise en place de mesure d'atténuation. Luc Gagnon mentionne qu'il s'agit d'une solution pour atteindre la cible et non d'une cible en tant que telle.</p> <p>Après discussion, la fiche est acceptée à l'unanimité.</p>
--	--	---

		<p><u>Rétablissement du caribou de la Gaspésie</u></p> <p>Daniel Chouinard explique la nuance entre l'habitat légal du caribou et le plan d'aménagement forestier du caribou qui celui couvre une zone plus grande. Il ajoute qu'il s'agit de la 2ème version du plan qui prendra fin en 2012. Il ajoute que les mesures prises dans l'aménagement écosystémique répondent en partie aux besoins du caribou en matière d'habitat.</p> <p>Joëlle Gagné se questionne si il y a un objectif d'augmentation de la population du caribou dans le plan d'aménagement forestier. Daniel Chouinard mentionne que le plan de rétablissement vise en effet à augmenter et maintenir la population, mais le plan d'aménagement forestier se concentre que sur le maintien de l'habitat. Suzanne Fournier aimerait avoir plus de détails sur le plan d'aménagement forestier. Daniel Chouinard répond que le plan est actuellement en préparation par un comité qui évalue des solutions et différentes options. Le comité devra évaluer les impacts monétaires, les impacts sur la possibilité forestière ainsi que les impacts sur le caribou lui-même. Le plan devrait être présenté aux instances régionales dont les TGIRT d'ici l'automne. Robert Belzile se questionne sur la superficie que le plan couvre. Daniel Chouinard répond que les nouvelles connaissances amènent à penser que la superficie devrait augmenter afin de tenir compte de la mobilité des prédateurs. Michel Marin croit qu'il est difficile de donner un avis sur un plan qui est encore incomplet. Daniel Chouinard explique que l'indicateur proposé est d'appliquer le plan dans 100% des zones et que la fiche ne vise pas à modifier le plan pour l'instant mais à l'approuver comme indicateur.</p> <p>Après discussion, les intervenants décident qu'il n'y a non lieu de se prononcer pour l'instant puisque le plan ne leur a pas été présenté.</p>
5.	Sondage et appréciation de la rencontre	Annie Lepage remet un sondage sur l'appréciation de la rencontre aux participants. Les résultats seront compilés et présentés aux participants lors des prochaines rencontres.
6.	Prochaine rencontre	La prochaine rencontre de la Table GIRT commune est prévue pour l'automne 2012.
7.	Levée de l'assemblée	La rencontre prend fin à 15h00

Préparé par :
Annie Lepage
2012/03/02